

# SEDMED

Seguridad y Defensa en el Mediterráneo



DRISS, Ahmed (2011) “Changements politiques au sud de la Méditerranée et impact sur la sécurité en Méditerranée”, *Ponencia presentada en el X Seminario Internacional sobre Seguridad y Defensa en el Mediterráneo. Fuerzas Armadas y Transiciones Democráticas en el Mediterráneo*, organizado en Barcelona por CIDOB y Ministerio de Defensa el día 13 de Junio de 2011.

**SEDMED**  
Seguridad y Defensa  
en el Mediterráneo

[www.sedmed.org](http://www.sedmed.org)

# CHANGEMENTS POLITIQUES AU SUD DE LA MÉDITERRANÉE ET IMPACT SUR LA SÉCURITÉ EN MÉDITERRANÉE

---

**Ahmed Driss**

*Présidente du Centre des Études Méditerranéennes  
et Internationales (CEMI)*

Il n'est aucun doute que les événements qui ont commencé en Tunisie et qui se sont propagés dans la majeure partie du monde arabe, ne peuvent être sans conséquences sur la sécurité dans le bassin méditerranéen. Que ce soit au Moyen-Orient ou en Afrique du Nord, la disparition des dictatures mettra à dure épreuve la stabilité précaire qui caractérisait déjà la région.

La disparition des dictatures mettra à dure épreuve la stabilité précaire qui caractérisait déjà la région

## Moyen-Orient

Au Moyen-Orient il n'est plus acquis en effet que la paix qui était jusqu'ici garantie par des régimes, qui ménageaient le soutien des occidentaux, soit maintenue pour les mêmes raisons, même si les nouveaux acteurs politiques en Egypte par exemple, affirment maintenir l'accord de paix avec Israël, ils doivent certainement prendre en considération les positions de leur opinion publique; une opinion souvent en contradiction avec la voix officielle concernant les liens avec Israël, le soutien aux palestiniens et les liens avec l'Occident en général. A ce propos il est intéressant de souligner les nouvelles attitudes des autorités égyptiennes vis-à-vis des frontières avec la bande de Gaza et le point de passage de Rafah; attitudes qui inquiètent beaucoup Israël et qui la laisse en alerte, du moment où la coordination sécuritaire qui fonctionnait parfaitement avant la chute de Moubarak, connaît aujourd'hui un sérieux coup de frein. Dans le même sens, le rapprochement significatif entre l'Egypte et l'Iran semble formuler aussi une sérieuse source d'inquiétude pour Israël; jusqu'ici l'Egypte, à travers son alliance avec l'Arabie Saoudite, jouait un rôle de rempart, une sorte de front sunnite contre les tentatives d'incursion, de plus en plus répétées, de l'Iran chiite, ainsi que contre les intentions iraniennes concernant son programme nucléaire, ce qui confortait en quelques sortes les positions israéliennes relatives à cette question.

Il est donc claire, qu'il n'est plus donnée qu'Israël, entourée de l'Egypte, de la Syrie et de la Jordanie, continuera à connaître les mêmes conditions de stabilité, si tous ces pays basculent vers la démocratie et surtout si

Les changements politiques survenus dans la région touchent à la géopolitique et poussent ainsi à de nouvelles alliances jusqu'ici inattendues

celle-ci emmènera les islamistes au pouvoir. Il n'est donc pas surprenant de voir que le premier ministre israélien est en train de devenir le premier acteur non-arabe de la région à soutenir le président syrien et à empêcher que son régime ne soit la cible d'actions occidentales coercitives concertées au niveau des Nations-Unies.

Israël ne peut que s'inquiéter, d'autant plus que ses relations avec la Turquie, un autre poids-lourd non-arabe de la région, connaissent ces dernières années quelques troubles; la politique étrangère de la Turquie a beaucoup changé ces derniers temps, elle devient de plus en plus proche des causes arabes et formule de plus en plus de soutien aux mouvements de transformation politiques dans le monde arabe.

Par ailleurs, partout où des changements ont eu lieu dans le monde arabe, une mauvaise perception du rôle de l'Occident dans le soutien des régimes dictatoriaux de la région, fait qu'un sentiment anti-occidental généralisé est en train de gagner du terrain. Ce sentiment est aussi inévitablement lié au soutien occidental indéfectible à Israël et à la garantie de sa sécurité à n'importe quel prix et quelque soit les conditions. Ceci continue donc de créer du malaise entre les différentes parties et laisse les perspectives de paix et de stabilité encore plus éloignées; le débat qui s'installe aujourd'hui en Tunisie par exemple, au sein de la Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique, sur la question de criminaliser ou non toute tentative de normalisation avec Israël, créant des tensions et des animosités entre les membres de cette instance, témoigne combien le chemin est encore long.

## Maghreb

Au Maghreb, la guerre en Libye est certainement l'évolution la plus grave de la crise dans la région après la révolution tunisienne. Avec ces deux crises additionnées, la situation sécuritaire devient des plus précaire: perméabilité des frontières, fragilité de la situation sécuritaire, contre-révolution; autant de facteurs qui ont favorisé l'infiltration de quelques membres d'Al Qaida au Maghreb Islamique (AQMI) qui, forcément, voudrait profiter de la situation pour croître l'activité de l'organisation terroriste dans la région du Maghreb. Les intérêts occidentaux sont bien sûr l'objectif premier de ces attaques.

Il est clair que la vigilance demandée est loin d'être à son niveau habituel et qu'ainsi la prochaine période risque d'être assez bouleversée. La situation sur la frontière tunisienne avec la Libye concentre tous les efforts de l'armée tunisienne, déjà confrontant les défis de la sécurité liés aux événements internes, elle ne peut qu'être dangereusement débordées, bien que vigilante, déjouant au moins à deux reprises, des attentats préparés par AQMI.

Déjà critiquée pour son scepticisme vis-à-vis des mouvements de changement dans son voisinage, l'Algérie contribue sans doute à la tension; ne contrôlant pas assez ses frontières avec la Tunisie et ne retenant pas ceux qui, individuellement et volontairement, partent en Libye à renforcer les rangs des pro-Kadhafi; elle est tantôt accusée par le Conseil National

de Transition libyen de connivence avec le régime de Kadhafi, tantôt elle est suspectée « d'incompréhension » par les autorités tunisiennes; ainsi déclarait aux médias le président temporaire tunisien qu'il « espère que les algériens comprennent notre révolution ».<sup>1</sup>

D'autre part et dans le cadre de la crise libyenne, un élargissement du conflit vers la Tunisie n'est pas improbable ni totalement exclu. Dans la même déclaration du président temporaire de la république, il affirmait, comme avant lui son premier ministre, que la Libye constitue une menace pour la révolution tunisienne; cela sous-entend que la sécurité de la Tunisie sera mis à mal tant que le conflit libyen perdurera, en effet dans un dernier acte de désespoir et de vengeance, Kadhafi pourrait décider d'externaliser sa crise. Et ça sera encore pire si le régime de Kadhafi survivra.

La Tunisie est donc dans ce cadre, dans une situation peu enviable; elle ne peut en effet autoriser ni les uns ni les autres à utiliser son territoire comme base arrière; or il se trouve que les forces loyalistes pro-Kadhafi n'hésitent pas d'aller contourner les rebelles, contrôlant le poste frontalier, par le territoire tunisien; par ailleurs le territoire tunisien est souvent violé par ces mêmes forces qui revendiquent leur droit de poursuite des forces rebelles, qui n'hésitent pas de leur part de se réfugier parfois sur l'autre côté de la frontière. A cet égard la Tunisie a plusieurs fois protesté contre ces violations répétées de son territoire, menaçant de porter l'affaire devant les Nations-Unies.

En outre, la Tunisie est aussi sous la pression des forces internationales alliées (surtout de la part du Qatar) qui voudraient faciliter l'acheminement d'armes et de munitions vers les rebelles basés à l'Ouest de la Libye à partir de la Tunisie, qui jusqu'à là refuse catégoriquement, en voulant maintenir sa position de totale neutralité dans ce conflit.

D'autre part, les changements politiques survenus dans la région touchent à la géopolitique et poussent ainsi à de nouvelles alliances jusqu'ici inattendues. En effet, une des lectures qui pourrait être faite de la proposition du Conseil de coopération des Etats du Golfe (GCC) à la Jordanie et au Maroc de devenir membre de cet ensemble sous-régional, est une lecture sécuritaire. Cet ensemble, devenu model d'intégration, a été mis en place initialement pour répondre au besoin de contrecarrer la menace militaire iranienne ainsi que toute tentative de celle-ci d'exporter sa révolution chez ses voisins arabes; le traité de création du GCC prévoit explicitement que toute menace contre l'un de ces membres nécessite une réponse collective.

L'Iran n'a depuis cessé d'être considéré comme une menace; pour des raisons géographiques évidemment, en revendiquant des territoires rattachés ici et là à des pays arabes de la région, mais aussi pour des raisons stratégiques plus large, en voulant être influent dans des zones qui devraient « culturellement » lui échappées, se faisant aider dans cette quête par ses ambitions nucléaires à peine cachées. L'Iran fait donc peur et les pays du Golfe avaient trouvé contre lui, dans la région, un allié: l'Egypte de Hosni Mubarak. La chute de ce dernier remet sérieusement en question cette alliance, elle en sonne peut-être purement et simplement la fin si on considère la nouvelle attitude des nouveaux acteurs politiques en place au Caire comme un rapprochement notable avec le régime iranien. Celui-ci aura désormais plus de facilité à élargir sa zone d'influence dans le monde arabe, sunnite, de surcroit.

La vigilance demandée est loin d'être à son niveau habituel et la prochaine période risque d'être assez bouleversée

<sup>1</sup>.Le journal tunisien Al Chourk (en arabe) du 15 juin 2011, page

Le GCC essaye d'éviter la transformation du Maroc et la Jordanie qui pourrait servir d'exemple pour les populations de ses propres membres

A cet effet, les pays du Golfe, Arabie Saoudite en tête, n'ont d'autres choix que de chercher de nouveaux alliés: le Maroc et la Jordanie; deux Etats qui n'ont rien d'un Etat du Golfe, mais ce sont deux monarchies appartenant à l'aire de l'Islam sunnite, deux caractéristiques fondamentales qui les fait rapprocher des pays du GCC.

Ce qu'il faut souligner c'est que les monarchies du Golfe, encore une fois Arabie Saoudite en tête, sont conscientes du danger que représente pour elles le « printemps arabe », celui-ci apporte le changement et des réponses aux demandes de dignité et de justice. Les populations des Etats du Golfe ne sont pas, malgré la richesse de ses Etats, mieux lotis que les autres populations arabes de pays moins nantis. En effet, plus de 25% de la population de l'Arabie Saoudite par exemple vit en dessous du seuil de pauvreté; les minorités ethniques et religieuses vivant dans ces pays souffrent d'injustice et d'exclusion; les mêmes maux donnant les mêmes effets, le « printemps arabe » pourrait s'il remporte dans son élan l'une des monarchies qui sont économiquement et socialement les plus fragiles, il pourra tout aussi remporter une riche monarchie du Golfe.

Par leur offre d'adhésion au Maroc et à la Jordanie, les membres du GCC essayent de porter secours à deux monarchies sous pression sociale et politique qui risquent de les transformer profondément, le GCC essaye ainsi d'éviter cette transformation qui pourrait servir d'exemple pour les populations de ses propres membres.

Sauver et se sauver, tel est le principe de cette offre pour faire partie de ce « Club des monarchies ». Il est vrai toutefois que le Maroc avait été surpris par cette initiative et avait exprimé beaucoup de gêne, sans néanmoins la décliner expressément, la Jordanie n'a pas encore pour sa part formulé une réponse; mais l'offre est alléchante, d'autant plus qu'elle permettra une mobilité sans précédent des populations et un apport financier conséquent. Mais l'offre sous-entend nécessairement que l'adhésion obligera le Maroc et la Jordanie (mais surtout le Maroc dont le Roi a déjà entamé le processus de changement en proposant une nouvelle constitution qui fera l'objet d'un référendum le 1<sup>er</sup> juillet 2011) à revoir à la baisse leurs ambitions de réformes.

Le GCC n'est peut-être pas assez conscient que le soutien financier immédiat que cette offre d'adhésion apportera à ces deux monarchies, aidera certainement à répondre à des revendications sociales insistantes, mais elle sera en opposition avec les revendications politiques en marche et les aspirations des populations marocaines et jordaniennes à des changements profonds et à la démocratie; tout ralentissement des réformes, toute désillusion déclenchera inévitablement d'autres vagues de contestations qui seront plus importantes, et peut-être plus violentes avec une issue incertaine dangereuse pour la sécurité et la stabilité à la fois interne et régionale.

### Impact du « printemps arabe » sur la Méditerranée

A la lumière de cette évolution il est tout à fait évident de s'attendre à un certain impact du « printemps arabe » sur la Méditerranée en général. La question migratoire, longtemps approchée comme une question touchant à la sécurité lorsqu'il s'agit en particulier de la migration clandestine, revient en force sur la scène euro-méditerranéenne. En effet, dès le 14 janvier, à la suite

de la chute de Ben Ali, une vingtaine de milliers sont arrivés dans un court laps de temps sur les côtes européennes, créant à la fois panique et tensions entre membres de l'UE. Cet événement a montré combien le traitement de cette question de la migration clandestine dépendait du « gendarme Nord-africain » qui en assurait une gestion peu regardante des exigences du respect des droits de l'Homme et de la dignité humaine, mais aussi sous le silence des autorités de l'UE. Ceux-ci doivent s'attendre aujourd'hui, suite surtout à la situation de Libye, à un flux plus important d'immigré ou de réfugiés qui arriveraient ou bien directement de Libye ou à travers la Tunisie, avec ce que cela implique en termes de menace à la sécurité.

Tout ceci va inéluctablement avoir un impact sur les différents dialogues politiques et sécuritaires en cours dans la région de la Méditerranée: la Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESD) d'un côté, et le Dialogue Méditerranéen de l'OTAN (MD) d'un autre côté. Que ce soit dans le cadre de l'un ou de l'autre, les réticences jusqu'ici en vigueur de la part du Sud, laissera la place à un engagement plus affirmé sur les questions qui étaient considérées comme formant des obstacles. Approfondir le dialogue PESD à la lumière du « printemps arabe » signifiera donc qu'il devient désormais possible de toucher des questions controversées telles que la sécurité humaine, la gestion démocratique des forces armées et la réforme du secteur de la sécurité, la mise en œuvre du Code de conduite en matière de lutte contre le terrorisme, et d'une manière plus générale, le renforcement de la démocratie et du pluralisme politique par le développement de la participation à la vie politique et le respect de l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales, éléments classiques du dialogue, auxquels on ajoute l'approfondissement du dialogue régional sur la coopération commune, les bonnes pratiques et les échanges d'expériences dans le domaine des élections sur une base volontaire à la demande de l'un ou l'autre des partenaires et enfin la prévention, la réduction et la gestion des catastrophes naturelles et d'origine humaine.

S'agissant du Dialogue méditerranéen de l'OTAN, les pays du sud de la Méditerranée ont souvent exprimé leur souhait de voir liée le Dialogue sur la sécurité à une approche de co-développement; une manière de détourner l'attention sur l'essentiel de tout dialogue sécuritaire et de ne pas paraître trop impliqué avec un acteur international peu apprécié, pour diverses raisons, par les populations arabes. Comme on espère que dans le future il n'y aura plus de place à l'hypocrisie et que le propre même du dialogue c'est l'instauration de la confiance par la coopération, les nouvelles démocraties du sud accepteront donc, comme pour la PESD de s'ouvrir au dialogue sur des questions comme la réforme de la défense et de l'économie de la défense, et de mieux orienter la coopération dans le domaine militaire.

Les changements politiques survenus au Sud de la Méditerranée permettront donc à toucher à ces questions sans appréhension, celle-ci était liée à la nature non-démocratique des régimes sud-méditerranéens, aujourd'hui la transformation de certains d'entre eux permettra l'intégration de la dimension Droits de l'Homme dans l'approche et la gestion des menaces et des crises: il ne sera plus question par exemple de lutter contre le terrorisme à n'importe quel prix et par n'importe quel moyen.

Le « printemps arabe » contribuera, nous l'espérons, à mettre en place une nouvelle approche pour la compréhension et le traitement des questions sécuritaires en Méditerranée.

Les changements politiques survenus permettront l'intégration de la dimension Droits de l'Homme dans l'approche et la gestion des menaces et des crises